

<https://www.xn--lecanardpublicain-jwb.net/spip.php?article406>



Osons clamer que Sarkozy et sa politique sont illégitimes !

- Résistances -



Date de mise en ligne : mercredi 20 octobre 2010

Copyright © Le Canard républicain - Tous droits réservés

Lâchement, certains responsables de l'opposition « républicaine » conseillent au peuple français d'« attendre 2012 » pour en finir avec le fascisant régime actuel ; un régime brutalement oligarchique qui salit la France et la République, qui dorlote les milliardaires tout en piétinant les classes populaires et les couches moyennes [1], qui s'acharne sur les conquêtes de la Résistance et de la Libération, qui contourne cyniquement la Constitution [2], qui ignore la séparation laïque de l'État et des Églises [3], qui attise la xénophobie d'État, -persécutant les travailleurs étrangers et stigmatisant les Français naturalisés-, qui bâtit un État policier pratiquant près de 900 000 gardes à vue par an, qui démonte l'Éducation nationale, qui renie le principe même d'une défense nationale [4], qui concourt ouvertement à l'américanisation galopante de notre langue, de notre Université et de notre culture [5] et qui a violé le Non populaire à la Constitution européenne en fomentant l'adoption parlementaire du Traité de Lisbonne : telle est la signification antisociale, antinationale et fascisante d'une « rupture », dont la ligne stratégique vise à dissoudre la France dans une « construction européenne » dédiées de A à Z à une oligarchie capitaliste monstrueusement égoïste.

Pourtant, bien que cyniquement censurée au parlement, l'« opposition » établie feint encore de « dialoguer » avec ce régime dangereux, le plus réactionnaire que la France ait connu depuis 70 ans. Qui s'en étonnera ? Il y a longtemps que Mme Aubry, digne héritière de l'eurocrate Jacques Delors, s'enthousiasme plus pour l'Europe supranationale mâtinée de « care » compassionnel, que pour la survie de la nation laïque et républicaine : comme l'UMP, avec l'UMP, le PS n'a-t-il pas parrainé Maastricht, l'euro-constitution et le Traité de Lisbonne ? Jospin et sa « gauche plurielle » n'ont-ils pas froidement souscrit aux Accords européens de Barcelone (2002) qui prescrivaient de repousser de cinq ans l'âge du départ en retraite dans les pays de l'UE ? La désintégration euro-libérale des acquis sociaux et des nations libres d'Europe n'est-elle pas depuis vingt-cinq ans le programme commun implicite de la droite et de la social-eurocratie [6] ? Comment espérer par ailleurs que les « socialistes » français Strauss-Kahn, placé à la tête du FMI par Sarkozy, et Lamy, qui orchestre la « concurrence libre et non faussée » au nom de l'OMC, puissent sérieusement mettre en cause ce régime indigne du peuple qui porta les Lumières, Valmy et la Commune ? La réalité, c'est que l'« opposition » établie préfère hypocritement que Sarkozy parachève le démontage social et national, quitte à ce qu'un DSK porté par les médias états-unis accède ensuite à l'Élysée pour valider « de gauche » les contre-réformes et aggraver la donne quand Bruxelles l'exigera au nom de l'euro et des « marchés financiers »... Ne parlons pas du Front « national » : relégitimée par l'actuelle xénophobie d'État, l'extrême droite attend son heure pour porter l'estocade à la République et au mouvement populaire indompté de notre pays...

Il est encore plus préoccupant que la « gauche de la gauche » et nombre de républicains patentés se déroberent encore au devoir patriotique de contester frontalement la légitimité de l'anti-De Gaulle, de l'anti-Jean Moulin, de l'anti-Jaurès et de l'anti-Guy Mocquet qui siège à l'Élysée. Il est accablant que les directions confédérales des syndicats, pilotées par la Confédération Européenne des Syndicats et cabrées contre une bonne partie de leur base ouvrière, persistent à « négocier » les régressions au lieu d'organiser nationalement la résistance acharnée à la totalité d'une politique qui bloque le pays et le paralyse. Pour riposter au niveau politique requis, faudra-il donc attendre la fin du dernier acquis républicain, la casse de l'ultime conquête sociale, la mise à mort du dernier service public, l'arrêt irréversible du produire, chercher, créer, décider en France, la substitution totale du globish de l'Oncle Sam à la langue de Victor Hugo ? Sarkozy nous promettait la « France d'après » : mais, c'est en réalité de « l'après-France » qu'accouche l'actuel régime mortifère !

Car notre pays menacé de délitement ne peut plus attendre : *salus populi suprema lex* [7] ! Dépouillée de ses usines, de ses services publics et de son élevage laitier, privé de sa diplomatie indépendante, de sa structure républicaine héritée de la Révolution [8], de sa souveraineté politique [9], de son modèle social issu du CNR, de sa langue méthodiquement arrachée au profit du « tout-anglais » managérial, de ses libertés démocratiques, de sa fraternité républicaine, la « douce France » chantée par Du Bellay ressemblera bientôt au fameux couteau sans manche dont on a jeté la lame... Et chaque jour qui passe rend les gouvernants et les faux opposants un peu plus responsables de cette mise à mort annoncée !

Quel est alors le devoir imprescriptible des vrais républicains, des militants ouvriers et progressistes ?

Osons clamer que Sarkozy et sa politique sont illégitimes !

Il est d'abord de faire montre de courage personnel et collectif en rappelant que Sarkozy n'est pas un personnage sacré : c'est lui au contraire qui a dégradé la fonction présidentielle en accaparant tous les pouvoirs au détriment du parlement, en bafouant l'indépendance des juges, en régentant les médias et en favorisant outrageusement le grand patronat.

Il est de rappeler qu'aucune élection ne confère à l'élu le « droit » de détruire son pays, d'attiser l'esprit de guerre civile (« cliver » en langage politicien) et d'humilier sans relâche ceux qui ne pensent pas comme lui : dans le Contrat social, Rousseau démontrait déjà que l'acte par lequel un peuple se constitue n'est jamais un pacte de subordination à un chef, fût-il élu, mais un contrat d'association : tant par rapport aux États étrangers que par rapport à ses « chefs », la souveraineté du peuple est inaliénable et l'élu seul est lié par l'élection [10]. En bref, c'est le respect du contrat social par l'élu qui légitime l'élection, et non l'élection qui, à elle seule, donnerait au « chef » de l'État le privilège exorbitant de démonter le Contrat social, en l'occurrence le principe d'une construction républicaine inspirée des Lumières, de la Révolution et du CNR. Le devoir civique est alors de rappeler quoi qu'il en coûte, comme le faisait la première Constitution républicaine de la France que « quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple et pour toute portion du peuple le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs »... Ainsi la mobilisation populaire de masse du peuple argentin a-t-elle récemment permis d'obtenir, civiquement, pacifiquement et démocratiquement, le départ précipité du fascisant Carlos Menem.

En réalité, l'alternative progressiste au fangeux régime actuel ne naîtra pas de conciliabules ou de « primaires » entre des présidentiables d'accord d'avance sur l'essentiel : l'euro-strangulation de la nation au profit du capital financier ; l'alternative naîtra de l'irruption joyeuse du peuple, notamment du monde du travail et de la jeunesse, sur la scène politique, culturelle et sociale. Que le peuple français, ce géant qui fourbit sa révolte depuis le 29 mai 2005, se lève pacifiquement pour dire « Contre nous de la tyrannie ! », et sur le champ, les hommes politiques qui permirent l'indécence actuelle devront répondre à son appel ou bien se démettre avec celui qu'ils ont trop longtemps ménagé et soutenu.

Premiers signataires :

Léon Landini, a. officier F.T.P.-M.O.I., Officier de la Légion d'honneur au titre de la Résistance, Grand Mutilé de guerre ; **Pierre Pranchère**, a. maquisard F.T.P., a. député communiste de Corrèze ; **Georges Gastaud**, philosophe, militant franchement communiste ; **Roger Silvain**, cégétiste, a. animateur de la grève de Mai 68 à Renault-Billancourt ; **Aurélien Djament**, mathématicien ; **Jean-Luc Pujo**, président des Clubs « Penser la France » ; **Annie Lacroix-Riz**, professeur émérite d'histoire contemporaine à Paris-VII ; **Florence Gauthier**, maître de conférences en histoire moderne à l'Université Paris VII ; **Marie-France Fovet**, militante internationaliste ; **Pascale Tilliez**, aide-soignante au CH d'Arras ; **Jean Lévy**, animateur du blog *Ca n'empêche pas Nicolas !* ; **John Groleau**, républicain montagnard, directeur du site *Le Canard Républicain* ; **Rose-Marie Serrano**, enseignante, militante de la mémoire espagnole républicaine ; **Claude Beaulieu**, militant communiste ; **Geneviève Blache**, gaulliste ; **Gilles Bachelier**, militant gaulliste ; **Denis Griesmar**, militant gaulliste.

[1] Retraites, Sécu, services publics, droit du travail, statuts, conventions collectives, "produire en France" industriel et agricole... tout y passe !

[2] Affichage indécent du « président de tous les Français » dans le rôle de chef de clan et de parti, violation permanente de la séparation des pouvoirs, ingérence constante dans la vie des médias et dans les décisions judiciaires.

[3] Discours du Latran et de Riyad, accords Vatican/Kouchner sur les diplômes universitaires...

[4] Désertant les frontières du territoire, l'armée française devient la supplétive de l'OTAN dans de lointaines guerres états-uniennes qui bafouent

Osons clamer que Sarkozy et sa politique sont illégitimes !

le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

[5] À l'initiative des V. Péresse, B. Kouchner, L. Chatel et autres C. Lagarde qui favorisent outrageusement l'anglais dans leurs domaines respectifs.

[6] Il n'est que de voir avec quel zèle MM. Zapatero, Papandréou et Socrates exécutent chez eux le méga-plan d'austérité concocté par Bruxelles.

[7] Le salut du peuple est la loi suprême, principe constitutionnel majeur de la République romaine antique.

[8] Le triptyque républicain *Etat-nation/Départements/Communes* est remplacé par l'euro-triade antidémocratique *Europe supranationale/Euro-régions /Communautés d'agglomération*.

[9] **Le budget de la nation sera dès 2011 systématiquement soumis à Bruxelles avant d'être présenté à l'Assemblée nationale !**

[10] À quel moment par ex. Sarkozy a-t-il été mandaté pour privatiser EDF ou pour liquider la retraite à 60 ans ?